



PRÉFET DE LA SARTHE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Le Mans, le 02/12/2022

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

BILAN DE L'OPÉRATION NATIONALE D'ABANDON SIMPLIFIÉ D'ARMES À L'ÉTAT

Depuis le 25 novembre jusqu'au 2 décembre inclus, le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer a organisé une opération spéciale d'abandon simplifié et volontaire d'armes à l'État en ouvrant partout sur le territoire national des sites de collecte.

Dans le département de la Sarthe, **3 sites de collecte** ont été ouverts à cette occasion.

Les particuliers, détenteurs non déclarés d'armes trouvées ou acquises par héritage, ont pu s'y rendre pour soit s'en dessaisir, soit les enregistrer dans le système d'information sur les armes (SIA) afin de les conserver en toute légalité.

Pour le département de la Sarthe, **1 340 armes ont été abandonnées à l'État** (1 065 armes d'épaules, 219 armes de poing et 56 autres armes à feu et de défense). Parallèlement, **422 armes** jusqu'ici non déclarées ont été enregistrées dans le système d'information sur les armes (SIA) permettant la régularisation de leurs propriétaires. Par ailleurs, **17 526 munitions** ont également été abandonnées.

L'adhésion de nos concitoyens à cette opération, qui a mobilisé les agents de la préfecture et des sous-préfectures, fonctionnaires de police et militaires de la gendarmerie, a été sans précédent.

Au-delà du 2 décembre 2022, l'enregistrement de l'arme héritée ou détenue restera possible dans le système d'information sur les armes (SIA). Il est rappelé que l'abandon d'armes peut s'effectuer toute l'année auprès des commissariats et brigades.

Cette action répondait à un besoin fort des usagers, notamment pour ceux ayant acquis des armes à héritage. Elle a largement contribué à renforcer la relation et la confiance entre la population et les forces de sécurité intérieure autour de l'objectif partagé de sécurité publique. **Elle participe grandement à prévenir les violences intrafamiliales, les accidents domestiques et les vols d'armes.** Le préfet de la Sarthe salue l'engagement et le sens des responsabilités de nos concitoyens.